Bulletin œcuménique

DECEMBRE 1979 NUMERO 8 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

SOURIRE JAUNE

Mercredi 17 octobre, 14.15 h. - Le soleil est doux, l'été tient bon, il ne veut rien céder à l'automne qui, cependant, a réussi à placer quelques touches jaunes et rouilles... Eclats de voix sur le Boulevard Carl Vogt, près du quartier général de la Police genevoise. Il y a de l'accent dans l'air, qui doit venir de Turin ou de Naples, aux prises avec un gendarme qui a dû faire remarquer que le camion était mal parqué.

"Restez poli..." et part cette phrase criée par le gardien de l'ordre : *"Les étrangers, ON en a besoin chez nous, pour travailler, mais il faut qu'ils ferment leur gueule !"* Ce n'est pas le tournage d'une pièce pour la TV... c'est l'expression d'un gendarme qui dit tout haut, dans l'exercice de ses fonctions, ce que beaucoup pensent tout bas...

Je n'ai pas eu la présence d'esprit de dire quelque chose, ou de lui demander son nom, au gendarme. Peur ? Ni de dire le courage de cet "étranger" jouant peut-être son permis de séjour. J'avais lu, entendu dire... mais jamais vécu ce genre de situation.

Il y avait peut-être quelque chose à dire... ou à ne pas accepter... mais que cela se règle d'homme à homme et non depuis la barrière frontière. Quel ordre peut-il représenter ce représentant de l'ordre ?

Je me suis aussi demandé s'il existait un article de loi sur "l'outrage à un quidam par un représentant de l'ordre dans l'exercice de ses fonctions".

Sur l'autoroute, en rentrant chez moi, le soleil couchant dorait les feuilles de l'automne... Des appels de phares dans le rétroviseur... je pensais à cet éditorial, je prends mon temps pour dépasser. La voiture passe, les plaques sont parisiennes ! Quelque part, dans mon cerveau, un réflexe : *"Il se croit chez lui"*...

Sourire jaune...

Gilbert

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

DESTRUCTEURS OU CO-CREATEURS ?

Face aux abus et aux pollutions de toute nature, des mouvements se créent et agissent. Ils ne veulent plus de bruit, de fumées nocives, d'autoroutes envahissantes, d'aventures nucléaires. C'est une saine réaction aux forces destructrices de l'homme, relents d'apocalypse. Mais combien d'hommes, de chrétiens se résignent-ils à la destruction ?

Dans le choix à opérer aujourd'hui, quelle est la place des chrétiens ? Quelle ligne de conduite doivent-ils suivre ? Quelle originalité profonde apporter à l'action ? Pourquoi agir et dans quel sens ?

Dieu nous a livré la terre pour que nous la parachevions avec Lui, en co-créateurs. Il a façonné notre corps pour que nous en usions en le respectant. Tout ce qui va à fin contraire est destruction.

Il existe mille manières d'agir en chrétiens. Les exemples simples et quotidiens foisonnent. En voici quelques-uns :

- Pourquoi fumer alors que l'on sait que la fumée est nocive pour son corps et pour celui des autres ? Ne pas fumer : un acte chrétien ! Y aviez-vous pensé?
- Pourquoi laisser tourner le moteur de sa voiture aux arrêts, répandant ainsi une concentration de gaz nocifs pour tous ? Agir en conséquence est encore un acte chrétien, premier pas de mille autres.
- Pourquoi manger chaque jour de la viande (autrefois, on n'en mangeait bien qu'une fois par semaine), ce qui n'est pas nécessaire, voire dangereux pour le corps (excès d'urée = rhumatisme, maladies rénales, etc.). Pourquoi aussi consommer en quantité des fruits exotiques, alors que les fruits du pays suffisent ? Là encore, il doit y avoir respect du corps et réflexion sur la façon de se nourir.

Pourquoi, dans ces simples faits, ne pas agir en chrétiens conscients de leurs actes et de leur finalité, co-créer avec amour, dans le respect de soi et des autres, dans le respect de notre tâche de participant à la création ?

Supprimer le tabac, c'est éviter de la pollution et de la maladie. En allant plus loin dans la réflexion, c'est aussi peut-être pouvoir utiliser des surfaces supplémentaires de terres agricoles pour faire pousser des plantes riches en protéines végétales susceptibles de remplacer la viande (céréales, oléagineux, etc.)

Manger moins de viande, c'est également libérer des céréales destinées à nourir du bétail pour la consommation directe de l'homme, d'où une meilleure útilisation du sol, avec une dépense moindre en énergie. Peut-être qu'aussi les produits exotiques non consommés ici pourraient servir sur place à ceux qui en ont vraiment besoin et, en même temps, l'on procurerait plus de ressources à nos paysans (d'où moins de subsides à distribuer).

Economiser l'essence enfin, c'est entamer une prise de conscience de problèmes bien plus généraux d'énergie et de transports, de dépendances de toutes sortes.

Dans tous les cas, réagir et agir dans un sens chrétien, c'est se libérer et remettre l'amour et l'homme au centre des préoccupations et chasser l'omniprésence de l'argent. C'est en même temps grandir et engager un pari sur la vie.

Etre chrétiens aujourd'hui, c'est consentir à devenir des militants de la création et c'est en cela que nous serons des témoins du Christ dans notre temps.

Bernard GRANGIER

ET SI ON SUPPRIMAIT NOËL...

*Les cadeaux ... si vraiment j'ai envie d'en faire, je n'ai pas besoin de prétexte,
le repas de famille... pourquoi une cérémonie si sophistiquée ?
l'enfant Jésus ... dommage pour les enfants, l'histoire était belle.*

*

Si ON supprimait Noël ...

*Nous n'aurions plus qu'à hiberner,
plus de coupure entre l'automne et le printemps,
trop long à attendre que la vie se réveille...
et pourtant tout doit recommencer.*

*Nous risquerions d'oublier
ceux qui sont de notre sang
qui font partie de notre "tribu"
bien que nous vivions très bien sans eux,
trop jeunes ou trop vieux qu'ils sont pour nous...
mais nous pourrions en avoir besoin un jour.*

*Nous pourrions aussi oublier
que notre peuple, notre nation, notre tribu et notre famille ont la même religion,
base de l'ordre immuable qui nous régit,
suffisamment loin de nos préoccupations pour que nous puissions faire sans...
mais toujours là quand nous en avons besoin.*

*

Si ON supprimait Noël ...

je ferais fi...

*de la crainte que la nature ne recommence plus son oeuvre créatrice,
de la peur de me retrouver sans peuple ni "tribu",
de l'angoisse de n'être rien face à l'inconnu et le mystère de la vie.*

je n'aurais plus besoin ...

*des cadeaux pour montrer que je tiens aux miens,
du repas pour témoigner du lien familial
de l'enfant Jésus pour bien dire que je ne suis pas un païen.*

*

Si ON supprimait Noël ...

Alors je serais peut-être ouvert et...

*je ressentirais la vie qui naît comme un don de Dieu et non comme un cylce qui doit recommencer,
j'aimerais l'autre sans me demander s'il est bien des miens,
je remarquerais que depuis le temps, l'enfant Jésus est devenu le crucifié,
justement parce qu'il n'a pas respecté l'ordre établi.*

Alors je serai transformé et...

*je donnerai à celui qui n'attend rien de moi,
j'inviterai celui qui est seul,
le Christ, imprévu, pourra m'habiter.*

Marco PEDROLI

Francoise VANDERMEERSCH
une religieuse exemplaire

Fondatrice et directrice, jusqu'en 1979, de la revue "ECHANGE", Françoise VANDERMEERSCH s'était fait connaître

- *en France, lors du débat sur le film "La Religieuse" (d'après Diderot), par sa phrase : "Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat"*
- *en 1968, elle participa à la Sorbonne au débat sur "foi et révolution"*
- *pendant la guerre du Viet-Nam, elle s'employa inlassablement à la libération des prisonniers politiques*
- *dès la chute du régime de Van Thieu, elle s'engagea dans le programme de réhabilitation des anciennes prostituées, celles dont le pasteur Tullio Vinay, lui aussi dans la même lutte, a dit : "Ce sont les saintes du XXe siècle, elles ont dû vendre leur corps pour assurer la survie de leurs familles".*

TOURNEE SUISSE ROMANDE

Pour y avoir fait de fréquents séjours, Soeur Françoise connaît le Viet-Nam comme peu d'autres personnes. Récemment, elle a visité le Kampuchéa. Depuis son retour, infatigablement, elle clame au public, que ce soit au Québec, aux Etats-Unis, en France ou, tout dernièrement, en Suisse romande, que le peuple Khmer se meurt, que faute de secours immédiats, le génocide ourdi par Pol Pot sera consommé.

Chez nous, elle a donné des conférences publiques à la Chaux-de-Fonds, Lausanne et Genève, du 6 au 8 novembre, ainsi que de multiples interviews pour les radios, la TV et la presse. La tournée de Soeur Françoise, ainsi que l'envoi de fonds pour les secours immédiats, sont organisés par la Centrale Sanitaire Suisse.



Retour de réfugiés arrivant au km 7
Photo CSS

Le calvaire du Kampuchéa

Du témoignage de Françoise VANDERMEERSCH, il ressort que la réalité du Cambodge et du Viet-Nam est distordue dans la grande presse. Avant d'en donner quelques exemples, rappelons schématiquement les grandes étapes de l'histoire récente du pays des Khmers :

Indépendance	- du Kampuchéa (nom khmer du Cambodge) : 1953
SIHANOUK	- roi jusqu'en 1970. Allié avec Viet-Nam du Nord
LON NOL	- 1970-75 - prend le pouvoir en renversant Sihanouk Allié des U.S.A.
POL POT	- (triumvirat avec Yeng Sari et Kieu Samphan). Khmers rouges prennent Phnom Penh le 7.4.1975. Alliés avec la Chine popul.
HEM SARIM	- Entre dans Phnom Penh le 7.1.1979 Allié du Viet Nam

Basant son exposé sur des faits et les déclarations d'un grand nombre de témoins oculaires, la soeur française déclare notamment :

- De 1975 à 1978, le régime des Khmers rouges a constamment lancé des attaques armées sur les frontières du Viet-Nam voisin, alors que celui-ci proposait des négociations sur une rectification des frontières. On ne sait pas en général que POL POT a toujours refusé ces pourparlers et essayé au contraire de ravir des provinces entières au Viet-Nam.
- Le Viet-Nam a accueilli 400'000 réfugiés cambodgiens, les nourissant à l'égal de ses concitoyens ; réalité trop vite oubliée.
- Par sa présence massive au Cambodge, la Chine de Hua Guo-Feng menaçait de prendre en tenaille le Viet-Nam
- "On sait aujourd'hui que Pol Pot avait établi un plan en 3 étapes: suppression des intellectuels, suppression des citadins, suppression de tous ceux qui savaient lire et écrire. Les Vietamiens sont intervenus heureusement juste avant la troisième phase". (*Françoise VANDERMEERSCH dans "Le Nouvel Observateur 8-14 X. 79)*
- Les Vietnamiens auraient envahi le Kampuchéa. En fait, selon tous les témoignages recueillis par Soeur Françoise, les Cambodgiens estiment que les Vietnamiens les ont libérés de Pol Pot et ont mis fin au génocide que celui-ci perpétrait. Ils sont conscients qu'un jour, les Vietnamiens devraient partir, mais acceptent leur présence, car ils les laissent vivre.
- Les U.S.A. (Kissinger et Nixon) ont signé en avril 1974 les accords de Paris, par lesquels ils s'engagent à participer à la reconstruction du Viet-Nam. Jusqu'à aujourd'hui, il est interdit d'envoyer un secours quelconque des Etats Unis au Viet-Nam.
- Les Américains prétendent faire transiter toute l'aide aux Cambodgiens victimes de la famine par la Thaïlande, prétextant que la distribution à partir du Kampuchéa est impossible à réaliser. En fait, les U.S.A. voudraient reprendre pied en Indochine par ce biais. Soeur Françoise, elle, achemine les secours en passant directement par Phnom Penh.

Plusieurs organisations, dont le CICR, le Conseil oecuménique et l'EPER, participent à l'envoi de secours au Kampuchéa affamé. La presse en parle abondamment. Le trait original du témoignage de soeur Françoise réside ailleurs. Tout se passe comme si, pour se venger de la défaite militaire qu'ils ont essuyée, les USA cherchaient par tous les moyens à dénigrer et nuire au Viet-Nam. Cette conspiration de la fausse information est un aspect très grave de la confrontation, car il nous touche tous. Il ressortait si clairement de l'exposé de la Soeur qu'un militant disait après l'avoir entendue: "*Ces trois dernières années, je croyais vraiment que nos efforts pour soutenir les Vietnamiens n'avaient pas valu la peine... ce soir, je découvre qu'il n'en est rien.*"
Nous sommes mal informés parce que les nouvelles sont intentionnellement déformées.
Encore une lutte à mener... pour la vérité !

Théodore BUSS



De la pastorale à l'organisation étatique

Mgr Mamie descend dans l'arène

« Evangile et Mission », organe officiel du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, publie dans sa dernière édition les termes d'un accord passé en juin dernier entre Mgr Pierre Mamie et les évêques des cinq diocèses du Salento, dans la région des Pouilles, en Italie, région choisie parce que près de la moitié des étrangers qui se trouvent dans le diocèse viennent du sud de l'Italie.

« Accord pour une pastorale des migrants », dit son titre. En fait, cet accord ne se limite point aux problèmes pastoraux posés par la migration des travailleurs. Il débouche largement sur une critique de l'organisation étatique, de la Suisse en particulier. Dans ce sens, il constitue aussi un document politique.

Un document politique

Pour ces évêques, la migration « forcée » est un mal que la pastorale de l'Eglise doit attaquer à sa racine. Elle n'est pas le fruit du hasard. Elle est la conséquence « du libéralisme ou de l'anarchie de l'économie de type capitaliste ». Elle est un obstacle au vrai développement des personnes, des familles et des peuples.


Mgr Mamie

Dès lors, selon les évêques du Salento et de Fribourg, l'Eglise doit, en ce domaine aussi, jouer constamment son rôle de conscience critique de la société, pour amener à une conversion des mentalités, et à de nouvelles structures pastorales et, en conséquence, à un changement de structures économiques et politiques.

Ce changement, poursuivent les évêques, se fera par un engagement généralisé et persévérant des évêques, prêtres et laïcs, non seulement dans les domaines pastoraux, mais également politiques, sociaux, économiques et culturels.

Les évêques ne vont pas jusqu'à préconiser le type d'organisation étatique qu'ils souhaitent. L'Eglise, disent-ils, doit accepter que les chrétiens s'affrontent encore au sujet du type de société souhaité et souhaitable. « S'engager, poursuivent-ils, veut dire s'écouter, chercher ensemble et, s'il le faut, s'affronter. »

Parce que, reconnaissent-ils implicitement, les solutions concrètes ne sont point faciles à trouver pour résoudre « les problèmes de l'économie, du travail et de la répartition des richesses », même si l'on se réfère aux encycliques et à toute la doctrine sociale de l'Eglise.

Des contradictions

L'accord des évêques n'échappe d'ailleurs pas à certaines contradictions. Ainsi, d'une part, Mgr Mamie et les évêques des Pouilles dénoncent-ils avec force la situation faite aux saisonniers, situation qui blesse profondément l'unité et la stabilité de la famille. Aussi proposent-ils d'intervenir pour que soit mis fin à l'éclatement de la famille du saisonnier. Mais, parallèlement, ils admettent que les enfants des travailleurs étrangers, qu'ils vivent en Suisse ou qu'ils retournent ensuite dans leur pays d'origine, posent un problème : le risque de ne pouvoir s'identifier ni à un pays ni à l'autre, et de se voir rejetés par les deux.

Autre contradiction : l'accord dénonce aussi le phénomène de la clandestinité qui, souligne-t-il, va s'intensifiant. Il se limite à en demander une prise en considération plus sérieuse sans se risquer à esquisser une solution qui ne pourrait être que le refoulement impitoyable hors des frontières ou l'accueil, qui augmenterait alors le phénomène de la migration.

P. Charrière

TLM 11.11.78

JUGEANT LA NOUVELLE LOI SUR LES ÉTRANGERS SUFFISANTE

le Conseil fédéral rejette l'initiative «être solidaires»

L'initiative «être solidaires», préconisant une politique plus «humaine» à l'égard des étrangers, avait recueilli 56 000 signatures. Le Conseil fédéral la rejette et la soumet au vote populaire sans contre-projet. Pourquoi? Le régime actuel, prétend-il, permet de répondre à certaines exigences des auteurs de cette initiative. De plus, la nouvelle loi sur les étrangers, adoptée par le Conseil des Etats, lors de la session d'automne, comblera d'autres lacunes. Le gouvernement estime que l'initiative va «trop loin» et que certaines de ses prétentions sont «exorbitantes».

Les auteurs de l'initiative entendent faciliter l'intégration des étrangers dans la société helvétique à l'aide de diverses mesures (autorisations de séjour renouvelables dès le début, libertés fondamentales garanties notamment). Ils veulent surtout que le statut des saisonniers soit aboli dans les cinq ans qui suivraient l'acceptation de l'initiative.

GL. 6.11.79

Camara en Suisse en 80

Dom Helder Camara, archevêque de Recife (Brésil), effectuera au début de l'année prochaine une tournée de conférences en Suisse à l'occasion de l'ouverture de la campagne 1980 de l'action de carême de Pain pour le prochain (PPP), placée cette année sous le slogan « Prendre le chemin des pauvres ».

Des conférences, des débats et des célébrations œcuméniques auront lieu du 27 février au 13 mars prochain à Saint-Gall, Lucerne, Bâle, Delémont, Berne, Lugano, Sion, Lausanne et Neuchâtel. Dom Helder Camara participera également comme récitant à l'exécution, à Genève, Zurich et Muntelier/Fribourg de la « Symphonie des Deux Mondes » dont il a écrit le texte. — (ats) 11.11

Le trafic criminel du sang des autres

28.10.79 Un crime camouflé en suicide vient de relancer au Brésil l'un des plus grands scandales médicaux concevables : le trafic industriel et la contrebande du sang. Hors de tout contrôle, le sang y est récolté dans des conditions hygiéniques si déplorables que 40% sont contaminés. Pour une poignée de cruzeiros, les pauvres ou les chômeurs en vendent parfois des quantités qui mettent leur vie en péril. — Tim●

En France
Incroyable indifférence

En 1979, on peut encore mourir en mettant au monde un enfant. Seule, dans l'indifférence d'un village qui ignorait tout de sa grossesse, une jeune femme de Saint-Boil, près de Chalon, âgée de 20 ans, est décédée au cours de son accouchement à son domicile, mercredi après-midi.

L'enfant, lui, est vivant. C'est le père de la victime, avec qui elle vivait seule, qui a découvert le drame. Sa mère est décédée depuis dix ans. Ses trois frères et sœurs ont quitté le domicile familial depuis leur mariage.

Ce fait divers dramatique pose des questions auxquelles il sera difficile de répondre. (ap) 10.11.11.79

Enfants légitimes et naturels : la Belgique condamnée à Strasbourg

STRASBOURG (AFP) — La Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg a rendu un arrêt tendant à supprimer la discrimination entre enfants « naturels » et « légitimes », en condamnant le gouvernement belge.

En octobre 1973, une journaliste célibataire belge, Mme Paula Marckx, mettait au monde une petite fille, Alexandra. Comme le droit belge ne reconnaît aucune parenté entre une mère et son enfant naturel, la jeune femme fut contrainte de reconnaître son enfant le lendemain, et de déposer le surlendemain une demande d'adoption, procédure longue et coûteuse qui ne devait aboutir que 18 mois plus tard.

Mme Marckx décida alors de porter l'affaire devant la Cour europénne des droits de l'homme, d'autant plus que ni la reconnaissance ni même l'adoption ne donnent en Belgique le droit de disposer librement de ses biens à l'égard d'un enfant naturel.

La Cour européenne, en condamnant la Belgique, a estimé que sa législation violait les conventions européennes préconisant le « respect de la vie familiale », ainsi que la convention selon laquelle « l'Etat doit se garder de toute discrimination fondée sur la naissance ». 30.10.79

L'emprunt cubain aura-t-il lieu sous une forme plus discrète?

■ Il y a des cas où la politique, voire même l'idéologie, prend, en Suisse, le dessus sur les considérations de nature économique et financière. La levée de boucliers, suscitée par l'emprunt cubain en Suisse, en est un exemple rare. Elle a abouti à son annulation, décidée par le chef de file du syndicat d'émission, la filiale zurichoise d'une banque britannique, d'entente avec l'emprunteur.

Alors que toutes les autorisations nécessaires avaient été obtenues de la part des autorités fédérales et monétaires, qui ont procédé à une examen sous le stricte angle légal, les milieux financiers et bancaires ont relevé, de leur côté, l'inopportunité d'un prêt en faveur du fer de lance de la révolution internationale. Il est vrai qu'il s'agissait du premier emprunt public de la République cubaine sur les marchés occidentaux et que la Suisse, en y apportant son concours, aurait ouvert la voie. D'une manière générale, les banques suisses, et surtout les grandes, ont préféré jusqu'ici prêter des fonds aux pays socialistes sous forme de crédit bancaires, opérations qui ne suscitent aucune publicité.

A Zurich, à la représentation de la Banque nationale de Cuba et auprès du chef de file de l'émission, on se refuse pour l'instant à tout commentaire au sujet de l'annulation de l'emprunt. Il ne semble pas exclu cependant que l'emprunt obligataire cubain puisse être transformé en un crédit bancaire. De cette manière peut-être, certaines banques suisses oseront prêter tout bas ce qu'elles ont renoncé à faire tout haut...

Journ. GE 11.11.79 **J. Redalié**

Gare aux douceurs

La consommation mondiale de sucre dépassera, pour la première fois en huit ans, la production en 1979-1980, en raison notamment des récoltes dans certains pays, a affirmé le Département américain de l'agriculture.

Un porte-parole de ce département a précisé que la production de sucre, au cours de 1979-1980, sera de l'ordre de 87,7 millions de tonnes, soit environ 3,5% de moins que celle de l'année précédente.

La consommation, pour sa part, continuera à augmenter, atteignant 91 millions de tonnes cette année contre 89,4 millions en 1978-1979. Le niveau de prix restera par conséquent « relativement élevé », selon le ministère américain.

Un facteur de malnutrition

Selon un rapport transmis à l'Association américaine de la santé publique, près d'un enfant américain sur cinq souffre de malnutrition en raison d'une consommation excessive d'aliments trop sucrés, trop salés ou trop gras ; 13 à 20% des enfants âgés de 6 à 11 ans ont un poids excessif pour leur âge ; 6 à 24% des enfants de cet âge souffrent d'un excès de cholestérol. — (afp)

14.11.79

Secours « négligeables »

Alors que s'est ouvert aux Nations Unies, à New York, le débat politique sur la situation au Cambodge, les actions de secours, organisées notamment par le CICR et l'UNICEF, ne parviennent toujours pas à répondre aux besoins immenses de la population.

Les informations les plus alarmantes continuent à parvenir du Cambodge où 2,5 millions de personnes sont menacées de famine. Certes, les premiers convois de secours sont arrivés tant à Phnom Penh que dans la partie du territoire encore tenue par les Khmers rouges, mais on les considère comme « négligeables » face aux besoins réels de la population.

Le monde entier, pourtant, a répondu aux appels lancés par les organisations internationales, leur donnant les moyens financiers d'organiser les secours. D'un autre côté, rarement l'opinion publique internationale n'a été aussi sensibilisée et touchée par le drame qui se déroule au Cambodge.

Plus de 10 000 Cambodgiens fuyant les nouveaux combats qui ont éclaté au Cambodge se sont réfugiés lundi en Thaïlande, dans la province frontalière orientale de Chantaburi, et un autre groupe d'environ 20 000 Cambodgiens s'apprête à passer à son tour la frontière. Le problème ne fait donc que s'aggraver. — (ats-ap)

14.11.79

110000 enfants sont morts l'an dernier en Colombie

Une terrible statistique a été établie en Colombie. Là-bas, la malnutrition a causé la mort de 110 000 enfants en 1978, dont 22 000 à la suite de diarrhées. On indique également que 77 000 autres enfants sont actuellement malades.

Selon les statistiques officielles, 76 % des enfants colombiens ayant moins de 5 ans et 85 % de ceux qui sont âgés de 5 à 14 ans ne sont pas touchés par les services de santé. Les services de Planification de Bogota admettent que 75 % de la mortalité infantile actuelle pourrait être éliminée si les traitements appropriés pouvaient être appliqués. V.O. 7.11.79

La Suisse pourrait encore accueillir 3000 réfugiés

« C'est pire qu'au Biafra » : c'est ainsi que M. Samuel Andres, de l'Entraide protestante, décrit la misère des réfugiés indochinois : « C'est un flot inimaginable de réfugiés qui se déverse sur la Thaïlande ; des êtres malades, sans force, aux yeux hagards qui se faufilent à travers les hautes herbes, par dizaines de milliers. La frontière franchie, ils s'affalent, épuisés, incapables de se relever par leurs propres moyens. Ils ne parlent plus : un silence total règne sur les postes de regroupement. »

Quatre organisations d'entraide suisse, la Croix-Rouge suisse, Caritas Suisse, l'Entraide protestante et l'Œuvre d'entraide ouvrière ont tenu à attirer à nouveau l'attention du public sur l'immense détresse des réfugiés à travers le monde. Ils sont 13 millions répartis sur le globe, dont 5 millions sur le seul continent africain.

Trois solutions

La meilleure solution, c'est d'aider sur place les personnes en détresse. CICR, UNICEF, le Conseil œcuménique, Oxfam, ont obtenu le droit de s'installer à Phnom Penh. On estime à 2,5 millions le nombre de Cambodgiens qui ont un besoin urgent de secours, et à 165 000 tonnes les besoins en aliments pour les six prochains mois.

Une autre solution, c'est d'aider les réfugiés dans les pays voisins. Voyant se développer l'aide internationale, la Thaïlande a décidé d'ouvrir grandes les frontières. Il est possible d'y organiser accueil et secours jusqu'au moment où la situation permettra aux réfugiés de retourner chez eux. Des équipes médicales y travaillent déjà, d'autres sont prévues.

Huit cents groupes

La troisième solution est un pis-aller : l'accueil des réfugiés en Suisse, où 800 groupes d'entraide volontaires sont prêts à passer à l'action pour pourvoir au logement, aux places de travail, à l'éducation. On pense d'abord à des Vietnamiens, rescapés des plages, dont le retour au pays semble moins probable que celui des Cambodgiens. On estime que 3000 personnes supplémentaires pourraient trouver un accueil correct en Suisse. — (24)

● **APPEL.** — Les trois Eglises de Suisse (protestante, catholique romaine, catholique chrétienne), les communautés israélites, la Croix-Rouge, Caritas, l'Entraide protestante et l'Entraide ouvrière ont lancé un appel demandant que les armes se taisent au Cambodge.

24 H. 9.11.79

Nigeria : refus

Le président du Nigeria, M. Shagari, vient de refuser que ses indemnités annuelles soient de 145 000 francs, les estimant trop élevées. La même mesure touche le vice-président et tous les hauts responsables. — (ap) 19.11.79

TABAC : CONSOMMATION MONDIALE EN HAUSSE

Le danger ne fait décidément pas peur à tout le monde : la consommation de tabac dans le monde a atteint un chiffre record — 4,96 millions de tonnes — augmentant de 3,5 % par rapport à l'année précédente, le taux le plus élevé depuis cinq ans. Ce sont les pays en voie de développement, en Afrique et en Asie, ou ceux dont le niveau de vie s'est considérablement amélioré récemment (Venezuela) qui fournissent les nouveaux contingents de fumeurs. En revanche, la consommation a diminué dans les pays développés : 30 millions d'Américains ont abandonné la cigarette depuis le début des campagnes antitabac.

Express 27.10.79

L'AFRIQUE RETROUVÉE

par Amadou-Mahtar M'Bow

Le texte qui suit est paru dans la revue JEUNE AFRIQUE Nos 971/972 des 15 et 22 août 1979, qui nous en a aimablement autorisé la reproduction. Les intertitres sont de la rédaction. (Photos Paul JUBIN)

UN DEFI : L'EDUCATION

Si l'éducation, la science, la culture et l'information, qui relèvent de la compétence de l'UNESCO, sont au coeur de la problématique actuelle du monde, elles le sont encore davantage en Afrique. Aucun des défis auxquels le continent est confronté ne peut être relevé sans que soit prise en considération la dimension éducative, culturelle ou scientifique.

Certes, dès l'indépendance, l'éducation a bénéficié partout en Afrique d'une grande priorité. De nombreuses écoles ont été ouvertes, les classes multipliées pour répondre à la pressante demande sociale, des cadres formés en nombre accru pour participer à l'effort de développement. Aujourd'hui encore, cependant les taux de scolarisation demeurent faibles dans beaucoup de pays du continent. Et surtout, faute d'avoir reçu de nouvelles finalités, l'éducation n'est pas un véritable instrument d'affirmation d'identité culturelle, ni le levier d'un développement endogène qui puiserait sa source dans les réalités nationales et mobiliserait chacun pour le bien-être de tous.

Amadou-Mathar M'BOW



M. Claude-Unesco

Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Les structures sont très souvent restées identiques à celles de la période coloniale. Les programmes ont été peu modifiés. Dans la plupart des cas, les composantes de la culture nationale n'y ont guère leur place. L'accent n'est pas davantage mis sur les disciplines scientifiques et techniques dont la maîtrise est pourtant indispensable à l'effort de modernisation.

En outre, l'école se détourne très fréquemment du milieu naturel et humain. Elle néglige certaines des valeurs fondamentales qui ont fait la force des sociétés africaines traditionnelles: le sentiment de l'honneur; la fidélité à soi-même et à sa communauté, la solidarité communautaire, le sens des responsabilités, la dignité face à l'adversité, etc.

Elle suscite, sans le chercher, le mépris du travail manuel alors que traditionnellement la participation aux activités productrices était un élément fondamental du processus éducatif africain.

UN HERITAGE COLONIAL

L'école demeure si profondément fidèle à l'héritage colonial qu'on peut compter sur les doigts de la main les pays africains qui ont déployé des efforts sérieux pour que leurs langues nationales deviennent des langues d'enseignement moderne. L'idée selon laquelle les langues africaines sont inaptes à véhiculer la pensée scientifique et technique ne repose sur aucun fondement. La langue est vivante, comme la société dont elle est l'instrument de communication; elle s'enrichit de toute l'expérience de cette société qui sait toujours trouver des concepts pour exprimer les pensées que sa culture intègre.

Quelles sont les conséquences d'une école mal adaptée aux réalités nationales ? Les clivages se renforcent au sein de la population et la polarisation sociale s'accroît. L'analphabétisme progresse. Les masses profondes se trouvent

ainsi privées de toute participation directe aux responsabilités modernes qui exigent la maîtrise de la langue écrite, celle de l'administration. De même, elles ne peuvent accéder directement au savoir et au savoir-faire modernes, pourtant indispensables à l'amélioration de la productivité du travail.

Le chômage des jeunes s'accroît. Ceux-ci se détournent, à la fin de leurs études, de toute activité productrice qui n'est pas liée au secteur moderne souvent saturé. L'inadaptation de l'école a également des effets sur les cadres nationaux. Soit parce qu'ils sont aliénés au système qui les a formés, ils se réfèrent souvent plus, dans l'analyse des situations comme dans la recherche des solutions, aux sociétés industrielles qu'à celles qu'ils ont mission de servir.



AU-DELA DE L'EDUCATION

Mais, si l'on veut remédier avant la fin du XXe siècle aux défauts dont souffre le développement de l'Afrique, il faut avoir le courage de pousser l'analyse au-delà du domaine particulier de l'éducation.

La majorité des Etats africains, près de vingt ans après l'accession à l'indépendance, n'ont pas résolu nombre de problèmes hérités de l'époque coloniale. Dans bien des cas, la décolonisation n'a été que la fin de la présence coloniale. Les structures matérielles et mentales anciennes ont continué à se développer sur leur lancée antérieure. Les nouvelles nations n'ont souvent pas pu dépasser la vision occidentale du progrès. Le modèle de croissance matérielle des sociétés industrielles a été assimilé à un critère universel de développement. L'étiquette même de "pays en voie de développement" implique un système unique de référence: celui des pays industrialisés actuels, et le développement de tout pays doit y être rapporté pour pouvoir être apprécié et mesuré.

Dès lors, les distorsions et les déséquilibres ont été perçus comme des "écarts" ou des "retards" par rapport aux normes de croissance établies dans le monde industrialisé. Le seul moyen de les combler était donc de s'adapter à ces normes et le développement fut conçu sous l'angle exclusivement économique, dissocié de son contexte historique.

La technologie apparut donc comme une donnée sociablement neutre qu'il suffisait d'importer et d'assimiler. Quant à l'industrie "industrialisante", elle fut considérée comme la meilleure parade aux maux dont souffrait la société, un levier autonome de renaissance économique. On pensait que l'industrialisation devait provoquer des réactions en chaîne à travers le corps social tout entier, suscitant de proche en proche des solutions à l'ensemble des désarticulations crées par la période coloniale.

Aussi, les critères selon lesquels étaient fixées les priorités d'investissement ne partaient pas des déséquilibres existants, afin de tenter de les résoudre graduellement; mais de déséquilibres abstraits, considérés selon un schéma classique qui était emprunté aux sociétés industrielles. La modernisation était, de cette manière, injectée à l'économie, sans tenir compte de la cohérence interne des processus engagés et les projets retenus n'étaient pas adaptés aux besoins et aux moyens concrets du pays.

CONSEQUENCES GRAVES

Trois conséquences, graves à mon sens, découlaient nécessairement de cette vision des choses. D'abord la modernisation, réduite à sa dimension économique, tendait à broyer le génie spécifique des peuples dont l'activité productrice avait été indissociable, dans les sociétés tradionnelles, de leur activité créatrice globale. Ensuite, le développement industriel, lorsqu'il était amorcé, l'était, dans bien des cas, sans rapport avec le développement agricole. Le monde rural se trouvait alors dans l'incapacité de fournir aux centres urbains et industriels un surplus suffisant de productions

vivrières et, par conséquent, de devenir le principal débouché des industries nouvelles. Le choix des équipements industriels et des structures techniques correspondantes s'est souvent fait sans tenir compte de leur vocation à absorber de la main-d'oeuvre.

Les campagnes continuent donc de se dépeupler au bénéfice des villes, où le chômage croît toujours. Le peu qu'assurait l'économie de subsistance n'est plus toujours garanti; et les besoins modernes, suscités par le modèle de production et de consommation des pays industriels, se révèlent inaccessibles à la majeure partie des populations, privée du pouvoir d'achat nécessaire.

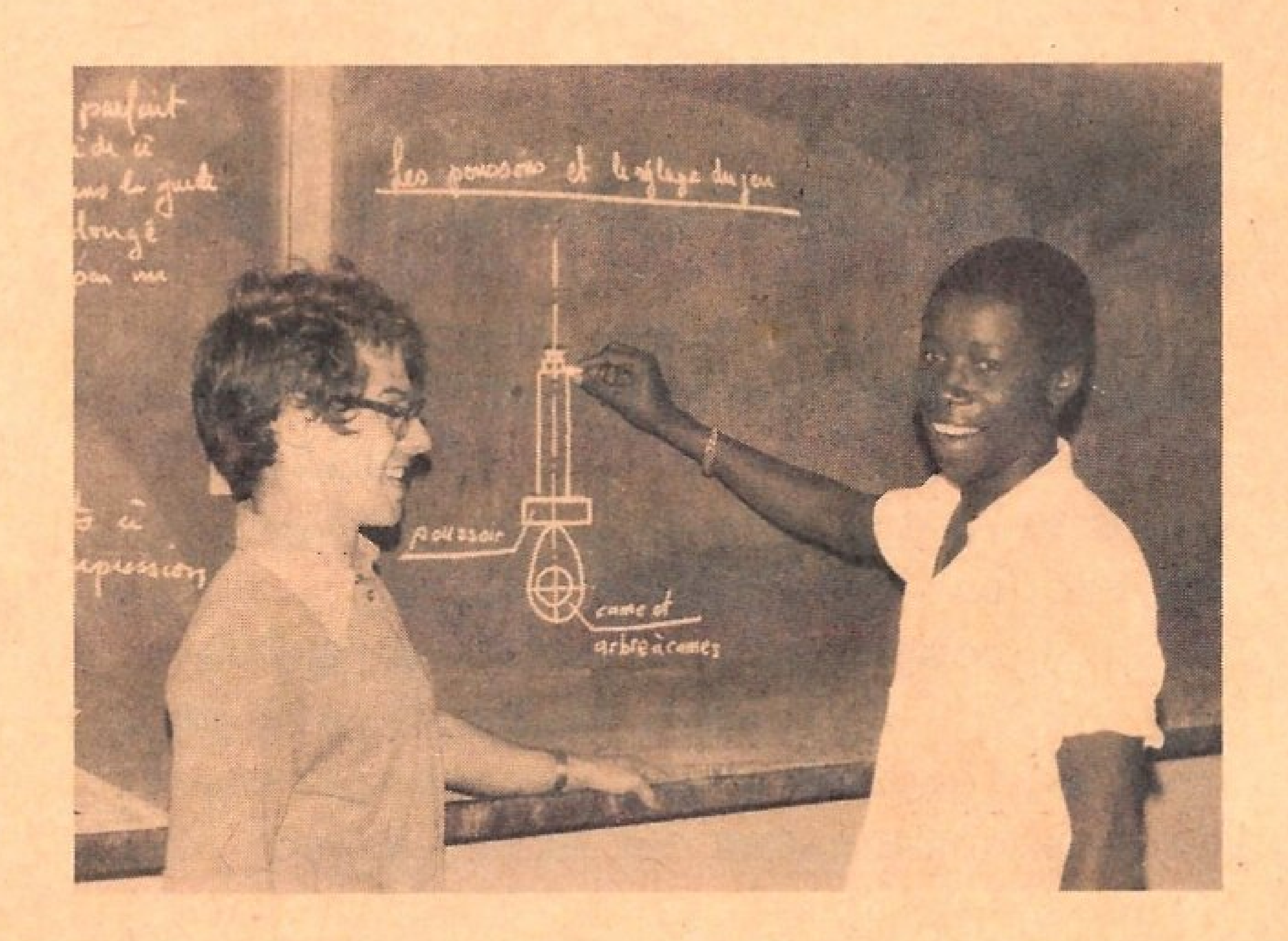
Enfin et surtout, les Etats modernes n'ont généralement pas pu faire de la quête d'identité culturelle un agent collectif de développement. En effet, l'indépendance et la modernisation n'ont été ni une coïncidence heureuse des peuples avec leur être social ni un accroissement de leur originalité, mais un processus d'imitation des anciennes métropoles.

QUE FAIRE ?

Que faire ? D'abord repenser globalement le problématique historique des peuples d'Afrique. Analyser lucidement les impasses auxquelles la voie empruntée a mené sans, bien sûr, en négliger les apports. Cet effort de réflexion globale me paraît d'autant plus essentiel que les pays industrialisés commencent eux-mêmes à prendre conscience des crises auxquelles leur modèle les conduit. De cette façon, les pays africains pourront puiser, dans les forces vives de leur passé, l'inspiration nécessaire à l'élaboration de modèles d'avenir plus en rapport avec les réalités et les aspirations de leurs peuples.

Ils peuvent et ils doivent redéfinir les voies de leur développement en retrouvant le dynamisme interne de leur propre culture. Il leur faut rompre avec les notions qui les mènent à penser leur devenir selon des critères exogènes. Une idée-force me paraît s'imposer: l'homme doit être au centre du développement, son agent créateur et son bénéficiaire, son point de départ et sa fin ultime; l'homme redevenu sujet de sa propre histoire.

Comment caractériser ce nouveau développement ? Ne séparant pas les aspects matériel et spirituels, il ne peut être qu'endogène, car il conduit chaque



société, non à se trahir, mais à manifester sa fidélité à elle-même, en accordant sa croissance aux valeurs qui définissent sa personnalité profonde.

Il est ouvert. En puisant son inspiration dans les modes de vie et de production propres à chaque peuple, il s'ouvre largement à tous les courants de renouveau qui traversent le monde, à toutes les solidarités qui l'unissent, notamment en liant l'évolution des communautés les moins favorisées à celles des plus prospères.

Il est intégré, car il ne se réduit pas à une simple progression quantitative des produits nationaux bruts. Il suppose la réconciliation de tous les aspects de la vie sociale - culturels, éducatifs, scientifiques et économiques- comme autant de manifestations de l'affirmation collective d'un peuple.

Il est enfin équitable. Tout développement qui accentue les inégalités ne fait qu'exacerber les contradictions entre nations et entre groupes de populations à l'intérieur de ces nations. Il risquerait donc de provoquer de graves tensions.

AUTOSUFFISANCE COLLECTIVE

Le nouvel ordre international qui permettra un tel développement implique évidemment une transformation radicale des courants d'échanges dans tous les domaines. Et ce changement, à son tour, n'est réalisable que dans la mesure où les peuples anciennement colonisés sauront se doter d'institutions et d'infrastructures, d'un savoir et d'un savoir-faire, accordés à leurs réalités et à leurs aspirations.

Un tel objectif est pratiquement inacessible à l'échelle individuelle de cha-

cun des peuples. Mais il est tout à fait accessible dans le cadre de regroupements régionaux: ces peuples y pratiqueraient une interdépendance assumée et une autosuffisance collective. Ils pourraient aussi constituer des entités dynamiques, dont le poids serait susceptible d'opérer les rééquilibrages nécessaires entre les nations et les groupes de nations du monde.

De tels regroupements n'auraient qu'un effet limité s'ils devaient se réduire à de simples marchés économiques. Les conférences ministérielles organisées en Afrique par l'UNESCO, dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, ont toutes mis l'accent sur l'importance d'une coopération qui intègre tous les aspects. Et l'existence d'un réseau, déjà important, d'institutions régionales ou sous-régionales offre de très riches possibilités aux Etats pour entreprendre, ensemble, des activités multiples à une échelle qu'il leur est impossible d'envisager individuellement.

Dans ce cadre, l'autosuffisance ne me paraît pas signifier l'autarcie. Elle permet seulement un niveau élevé d'autonomie, dans les décisions affectant la vie culturelle, économique et scientifique d'une entité donnée. Celle-ci parvient mieux ainsi à utiliser ses propres ressources, tout en renforçant sa capacité de négociation avec le reste du monde

L'autosuffisance suppose aussi que l'on facilite, au plus tôt, l'échange des expériences entreprises jusqu'ici, la comparaison des méthodes appliquées et une confrontation des perspectives d'action. Ainsi seraient rentabilisés les efforts de formation, de perfectionnement et de spécialisation consentis par les pays africains.

La perspective de l'autosuffisance collective est, enfin, l'une des conditions de l'intégration de la science et de la technologie au développement endogène de l'Afrique. Cela ressort clairement de nombreuses réunions internationales et régionales, en particulier de la résolution générale sur le programme scientifique adopté par la 19e session de la Conférence générale de l'UNESCO à Nairobi en 1976.

A la lumière des recommandations de cette résolution, l'UNESCO développe en Afrique des programmes dans toutes les branches de la science et de la technologie.

Afin de veiller à la mise en oeuvre de ce programme, l'Organisation a créé deux bureaux régionaux pour la science et la technologie en Afrique : l'un établi à Nairobi et l'autre au Caire. Ces bureaux sont dotés des moyens leur permettant une collaboration étroite avec les Etats membres.

UNIR LES VOLONTES ET HARMONISER LES VOIX

L'époque cruciale que nous vivons est, par bien des côtés,exaltante. L'individu y fait l'apprentissage de solidarités plus vastes que celles de son quartier et de son village ou de son groupe, et qui épousent les grandes causes de la paix, du progrès des droits de l'homme, de la lutte contre le racisme. De même, chaque nation, quelle que soit sa taille ou sa puissance, y prend conscience de ses limites, des intérêts qu'elle partage avec les autres, des multiples besoins réciproques qui lient les peuples les uns aux autres et les intègrent à la communauté humaine.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont de plus en plus globaux. Il s'agit de leur apporter des réponses collectives auxquelles, cependant, les individualités contribueraient de manière créatrice. Le regroupement régional constitue l'un des paliers essentiels de cette recherche. Et l'exigence qu'il traduit ne concerne pas un seul groupe d'Etats.

Les pays européens, au cours des siècles passés, avaient réussi à étendre leurs pouvoirs à la planète entière, alors qu'ils continuaient à rivaliser entre eux. Mais, eux aussi, sont aujourd'hui confrontés au dilemme général : soit se constituer en une entité régionale unie et dynamique, soit compter de moins en moins à l'échelle du monde.

A fortiori, l'Afrique, dont les divisions ont si longtemps entretenu l'impuissance et signifié l'asservissement, doit-elle entreprendre, par-delà les clivages, de tels regroupements. Elle sort à peine de la période où le colonialisme triomphant l'étouffait, où le labeur de ses fils était globalement asservi au bien-être des autres.

Elle accède à une indépendance politique difficile et se débat dans les puissants remous d'un marché mondial dont elle ne possède pas les leviers de commande, dont elle apprend à peine à maîtriser les règles.

Son destin dépend, dans une mesure vitale , de sa capacité à unir ses volontés dispersées et ses intentions éparses, à harmoniser ses voix et à coordonner ses espérances - afin de les faire prévaloir dans la vie, non pas pour elle seule, mais pour la paix et l'harmonie du monde.-

FSF A VINGT ANS

Au moment où ce numéro sort de presse, FSF fête ses 20 ans. La journée du 1er décembre aura vu la célébration de cet évènement à Lausanne, au Palais de Beaulieu. Assemblée générale extra-ordinaire; célébration eucharistique présidée par Mgr Gabriel Bullet, délégué de la Conférence épiscopale aux mouvements de jeunesse et d'Action catholique; repas des volontaires rentrés au pays; débat présidé par M. Gilbert Etienne, de Genève, avec la participation de M. Albert Tévoédjrè, auteur de "La pauvreté, richesse des peuples"; de M. Marcel Heimo, directeur de la Coopération au développement et de l'aide humanitaire; M. Pierluigi Giovannini, secrétaire romand de la Déclaration de Berne; M. J. Paternot, directeur général de Nestlé, autour du thème "Que peuvent entreprendre les Suisses pour réaliser un nouveau contrat de solidarité à l'aube de la 3ème décennie du développement ?"

Nous en reparlerons dans Interrogation de janvier 1980 !

ils sont partis



Dorothée KELLER, enseignante secondaire, de Gossau /SG, a rejoint le Collège St-Jean Bosco de Tomégbé, près d'Atakpamé, au TOGO, le 9 novembre 1979. Elle y enseignera les langues en terminale.

Son adresse : Collège Saint-Jean Bosco
Direction des Ecoles catholiques
B.P. 31 ATAKPAME / TOGO



Luciano MARANTA, ingénieur forestier, de Lausanne, est parti le 1er décembre 1979 pour Huari, au PEROU, où il sera responsable de la construction d'un chemin de pénétration dans la jungle et de l'aménagement de la forêt.

Son adresse : Prelatura de Huari,
ANCASH / PEROU

***

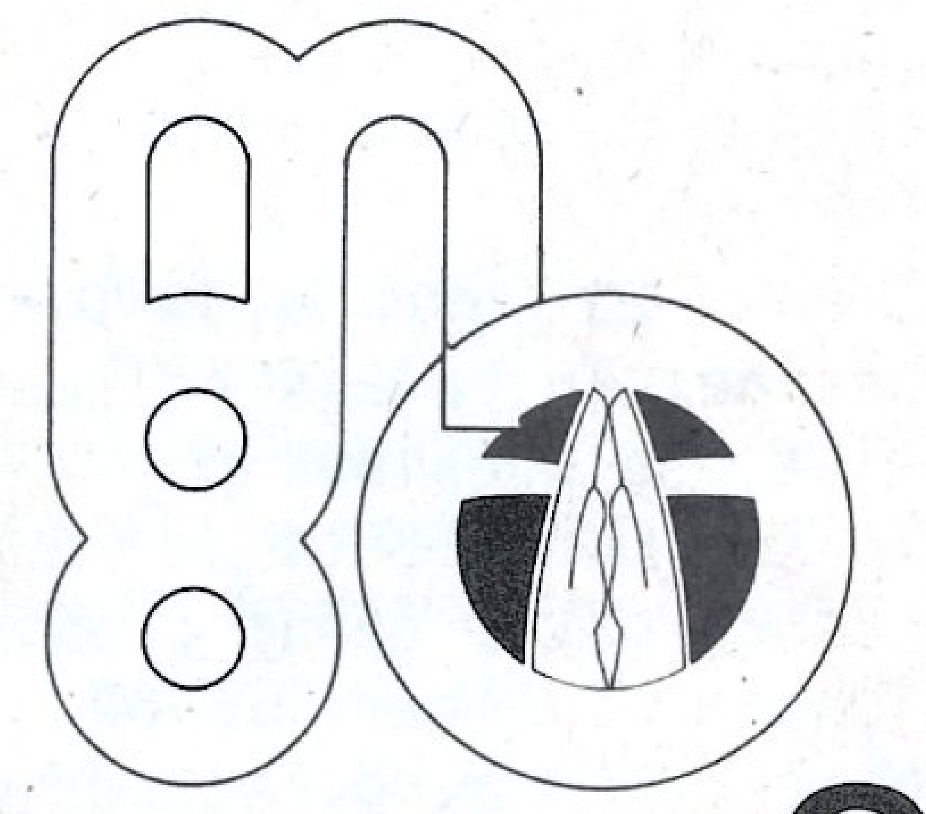
RETOURS AU PAYS : - *Alain MONNAY, de Mwezi, au RWANDA, qui, durant deux ans, en compagnie de Camille CARRON, a formé des coopérateurs ruraux et des responsables de l'animation rurale.*
Son adresse actuelle : 38, Av. d'Agaune, 1890 ST-MAURICE

NAISSANCES: - *Anne, le 14 octobre 1979, au foyer de René et Colette COUTURIER, Garage d'Eaumorte, Rte de Chancy, 1236 EAUMORTE / GE*

- *Elise, le 27 octobre 1979, au foyer de Bernard et Thérèse QUILLE, Bouzemont - F. 88 270 DOMPAIRE / France*

- *Myriam, fin octobre 1979, au foyer de Daniel et Edith CUENNET-NOESBERGER, Au Pré du Chêne, 1772 GROLLEY*

- *Régis, le 7 novembre 1979, au foyer de Marcelin et Dominique AUBRY-BILAT, 43, Sous-Bellevue, 2900 PORRENTRUY*



PALAIS DE BEAULIEU LAUSANNE

MISSION 80 27 décembre 1979 - 1er janvier 1980

Comment vivent les églises dans le monde ? Quels sont les besoins ? Comment prier, seul ou en groupe ? Que pouvons-nous faire ? ...

Autant de questions auxquelles MISSION 80 tentera de répondre du 27 décembre 1979 au 1er janvier 1980, au Palais de Beaulieu, à Lausanne. Plus de 3'000 jeunes de toute l'Europe sont attendus, ainsi qu'une trentaine d'orateurs, 50 interprêtes et quelque 300 missionnaires. Le programme comprend des exposés ex cathedra en séances plénières ainsi que des groupes de discussion, en plus de témoignages, chants, visite de l'exposition missionnaire, défilé dans la ville de Lausanne, veillée de nouvel an...

Le programme comprendra notamment des ateliers à option en groupes de 12 personnes. Les sujets sont préparés, corrigés et traduits à l'avance, de sorte que les participants recevront à MISSION 80 une introduction rédigée dans leur propre langue. Le but de ces groupes est de favoriser les contacts personnels et d'étudier des sujets importants en posant des questions et en discutant librement au sein d'une petite cellule.

ORATEURS PRINCIPAUX :

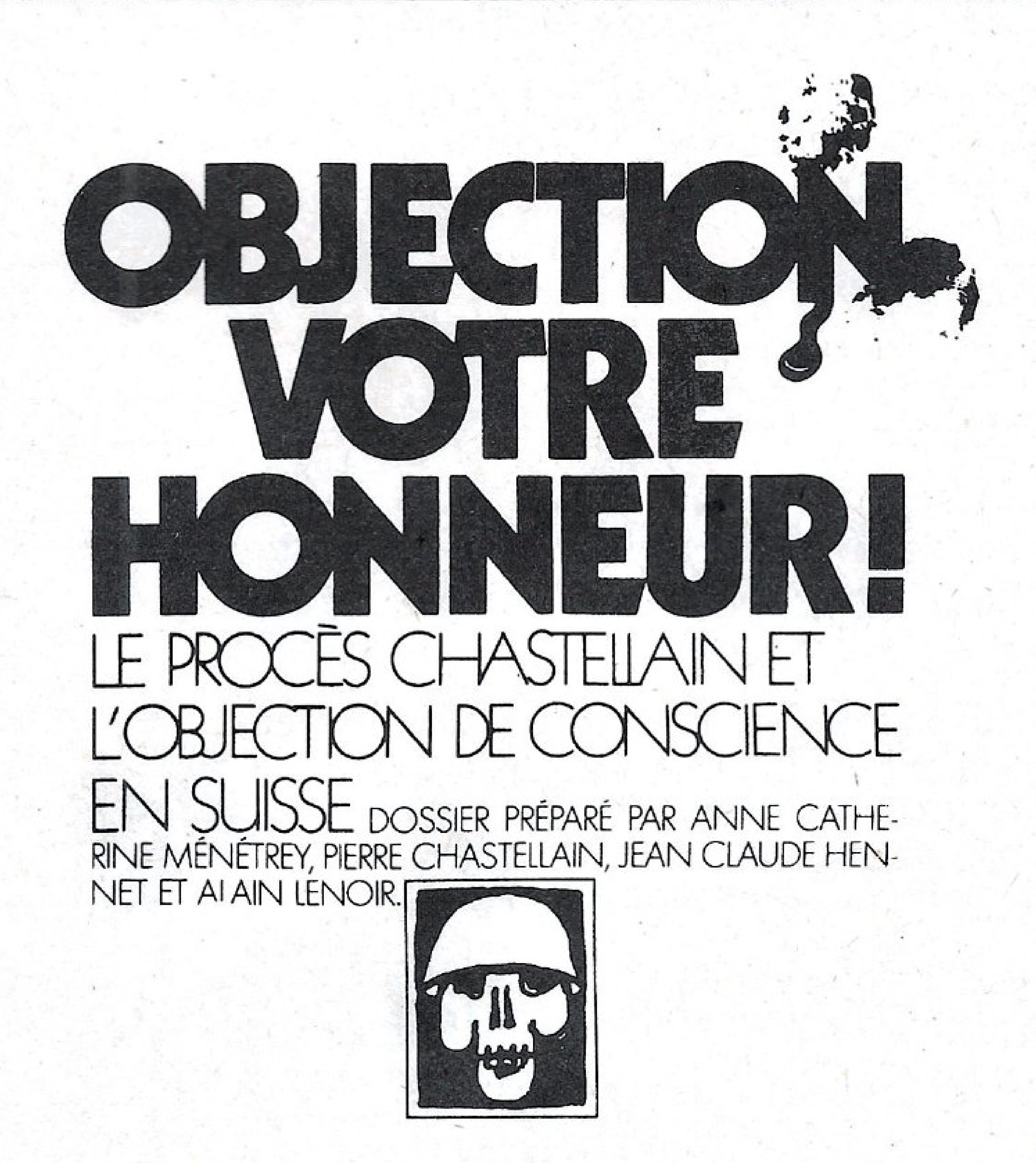
Michael GRIFFITHS, Dave FOSTER, Tokuboh ADEYEMO, Lars-Göran GUSTAFSON, Frère ANDRE, Michael BOURDEAUX, David CHAN, Thomas WANG, Bruno FRIGOLI.

PARMI LES SUJETS ABORDES :

- la vie de l'Eglise dans le monde, en six présentations régionales (séances plénières)
- 12 ateliers à option sur des sujets tels que le travail parmi les enfants, parmi les jeunes, l'Islam, les religions orientales, la traduction de la Bible, le travail socio-médical, l'évangélisation... (en petits groupes de 12 personnes)
- le travail des missions (exposition missionnaire)
- séminaires pratiques : s'informer, s'organiser et prier en groupe
- exposés bibliques sur l'épître aux Philippiens.

Pour tout renseignement, s'adresser à : TEMA - MISSION 80
CH - 1032 ROMANEL

TEL. 021 35.28.46/47 - TELEX 26476 TEMA CH



On s'étonne qu'il ait fallu si longtemps pour que paraisse un livre sur un problème aussi crucial dans notre pays que l'objection de conscience.

Le procès du chanteur Pierre Chastellain, en janvier de cette année, a été le point de départ d'un travail d'équipe et Objection Votre Honneur ! , loin de toute idée de vedettariat, utilise le "procès Chastellain" comme un exemple, complété par la présentation d'autres procès et surtout les points de vue très divers de personnalités et d'organisations. Le livre contient aussi des renseignements pratiques pour les jeunes gens qui songent à l'objection et leurs proches.

Le livre sort de presse en même temps que Pierre Chastellain sort de prison : une fausse note dans le concert du 40ème anniversaire de la MOB..., mais surtout la marque d'un espoir que notre société change.

●●●

LES DERNIERS LES PREMIERS

par Jean BUHLER

Baba Amte, ancien disciple de Gandhi, a voué sa vie aux malades de la lèpre. Il les soigne et les régénère par le travail. Des milliers d'hommes et de femmes, que la société rejetait, ont retrouvé confiance en eux-mêmes et force créatrice. Les malades guéris deviennent au centre de l'Inde les ouvriers d'un développement pensé en termes révolutionnaires : plus besoin d'élites, d'experts étrangers, de technologie occidentale transférée à grands frais. Il suffit de donner aux derniers des parias un sol à cultiver et le bénéfice de leur effort. Entraînés par cet exceptionnel travailleur social, les patients guéris protègent à leur tour plus faibles qu'eux: aveugles, polios, infirmes moteurs-cérébraux, vieillards, aborigènes. A plusieurs reprises, Jean Buhler est allé suivre dans la jungle et la forêt les progrès de cette aventure collective.

Grand reporter et spécialiste du développement, Jean Buhler a voyagé dans le monde entier. Il connaît bien l'Inde et a pénétré dans les régions du Maharashtra et du Madhya Pradesh où peu d'observateurs occidentaux se sont risqués.

Jean Buhler nous donne de Baba Amte un portrait saisissant dans son livre (1). Il nous explique le secret de cette reconstruction des êtres humains les plus méprisés de l'Histoire. Ce secret tient en quelques mots : les gens les plus démunis se tirent d'affaire s'ils se libèrent de l'exploitation.

(1) "LES DERNIERS LES PREMIERS", par Jean BUHLER - TBIRUNE EDITIONS - 160 pages - 16 pages d'illustrations

Lettres d'ici ...

Hans Michaël UHL a effectué son service volontaire en Europe, dans la Communauté de l'Arche (près de Paris) qui regroupe des handicapés. Il nous livre ci-après ces impressions :

I - ETRE PROTESTANT A L'ARCHE :

L'Arche est une communauté catholique ! Qu'est-ce que cela veut dire "communauté catholique" ? Une question assez intéressante pour moi en tant que protestant. Dans quel sens est-ce que je dois être marginal dans une telle communauté ?

Quelques éléments catholiques peuvent se voir tout de suite : des photos de saints, des icônes, le pape dans toutes les maisons ... Mais il y a aussi des choses moins visibles :

- le culte de Marie dans chaque prière, dans chaque messe ;
- l'importance de l'Eucharistie pendant la messe, mais aussi l'importance d'avoir la messe le plus souvent possible ;
- des éléments liturgiques et traditionnels dans chaque domaine, les pélerinages.

Mais aussi une morale catholique, des structures hiérarchiques dans le domaine de la religion (le rôle et la place de la femme dans ce domaine), la sexualité et la mixité parmi les handicapés et les assistants.

Tous ces éléments mis ensemble créent un climat assez spécial pour quelqu'un de protestant venant de l'extérieur. Mais quand même, dans ce monde profondément catholique, il y a une tolérance et une ouverture remarquables. Le catholicisme donne une identité religieuse à la plupart des permanents de l'Arche, mais il n'aveugle pas dans les difficultés ou les différences de ceux qui viennent. On demande le respect des traditions et des coutumes catholiques, mais on n'essaye pas de les imposer aux autres pour autant. D'ailleurs, pour moi, l'Arche était un lieu où je voyais pour la première fois un catholicisme vivant hors d'un ordre, et je pense, parce qu'il y est vivant, il est aussi capable d'être tolérant et accueillant. Il peut même offrir une spiritualité qui imite les chrétiens de différentes confessions - s'ils sont prêts à accepter l'accès à la spiritualité par le catholicisme, une chose qui n'est pas souvent très facile pour quelqu'un de nouveau dans un tel monde - .

Dès que j'ai montré de l'intérêt, j'ai été encouragé à prendre contact avec les autres protestants à l'Arche et à créer un cercle protestant. Mais cela a pris six mois avant que le cercle ne soit formé. Toutes les trois semaines, les protestants des différentes dénominations se sont rencontrés, non pas à cause d'une frustration ou de difficultés concrètes, mais plutôt pour avoir un lieu privilégié de communication sur nos questions théologiques.

Jamais, jusqu'au moment de mon départ, nous n'avons invité des catholiques, même pas sur demande, pour ne pas perdre ce lieu où nous étions un peu différents, et où nous avons trouvé notre identité religieuse (qui était plutôt une diversité religieuse, à cause de toutes les différentes dénominations présentes).

Je pense que ce cercle était aussi, pour pas mal de protestants qui arrivaient, un lieu d'accueil personnel que la communauté ne possède pas.

En résumé : la communauté catholique dans son ouverture était pour moi une invitation à pratiquer une foi, mais aussi à créer un lieu de dialogue et de réflexions sur beaucoup de questions théologiques controversées, comme l'Eucharistie, la prêtrise, les saints, le rôle de l'Eglise, etc....

Je dirais que l'Arche est un lieu où l'on peut trouver la spiritualité obligatoire pour un engagement chrétien dans la société.

II - PAUVRETE :

"Comme la question de la pauvreté est dure à résoudre" (Jean Vanier, La Communauté - p. 250.)

On parle beaucoup de la pauvreté à l'Arche. Qu'est-ce que c'est la réalité de cette pauvreté dans la communauté ? Comment est-elle vécue ?

D'abord, il y a une différence immense entre les différents foyers à Trosly - des foyers riches et des foyers pauvres -. Et comme il y a aussi des différences dans les motivations des assistants pour être à l'Arche, il y a aussi des ambitions très différentes dans ce sens-là. Il y en a qui vivent une certaine pauvreté et d'autres, qui, en comparaison des premiers, ont un style de vie assez élevé et individuel : souvent grâce à un soutien extérieur.

Dans ce domaine aussi, il faut dire que cette pluralité et cette différence sont une richesse de la communauté et aussi le signe d'une force qu'elle peut supporter facilement de vivre un tel pluralisme.

Mais ces différents niveaux sont aussi une source de jalousie et de mécontentement. Il y en a beaucoup qui ont du mal à supporter ou à apprendre une certaine pauvreté s'ils ne sont pas soutenus par la plus grande partie de leur communauté.

Une question se pose aussi : pourquoi baisser de coût de la vie si on peut avoir beaucoup plus d'argent par l'Etat si on le demande ? Pourquoi se limiter au prix de journée, si on peut le doubler facilement ? La réponse donnée, c'est que la communauté a choisi de vivre une pauvreté comme signe et symbole d'une autre attitude envers le monde matérialiste. Mais les handicapés n'ont pas souvent choisi l'Arche comme établissement, ils y ont été placés. Pourquoi leur imposer le choix des assistants ?

Et d'ailleurs, je me demande si les assistants, en général, par leurs capacités et leur autonomie, ne vivent pas mieux que les handicapés ? Ils dépensent leur salaire comme ils le veulent, achètent les choses qu'ils aiment, profitent le mieux possible des moyens du foyer. Est-ce qu'on a le droit d'imposer aux handicapés un style de vie que l'on n'est pas prêt à vivre soi-même comme assistant ?

Je veux encore parler de ce choix libre que les assistants ont pris. La plupart d'entre eux viennent de familles assez riches et bourgeoises, où ils avaient une éducation supérieure et une conscience sensible par leurs moyens intellectuels et sociaux.

Les assistants ont choisi de vivre en communauté avec des salaires bas et ils ont les capacités pour une plus ou moins grande fidélité à leurs idéaux. Mais, par leur famille, ils ont aussi la garantie d'une sécurité financière et morale. Ils peuvent s'en aller quand l'idéal devient trop dur à supporter.

Au contraire, les handicapés n'ont en général pas de famille riche. Celles-ci les ont souvent abandonnés. Ils recherchent l'intégration dans la société et non la fuite ou un refuge comme certains assistants. Ils n'ont pas

les capacités pour mener à bien leurs affaires financières et personnelles. Ils sont livrés à la communauté et à ses idéaux qui ne sont pas forcément les leurs. Pour ma part, je suis conforme aux idéaux de l'Arche, mais comment justifier mon influence aux gens plus dépendants ?

III - CONFIANCE MUTUELLE :

A l'Arche, on croit aux qualités de l'homme, mais sans trop. L'ouverture et la cordialité de l'accueil sont extraordinaires dans la communauté. On ne demande pas de qualifications ou de certificats. On t'accueille tout simplement comme homme et on demande tes qualités humaines. Mais quand même, après quelques jours, tu t'aperçois qu'il se passe pas mal de choses sans que tu le saches à ton propre sujet et pour lesquelles tu n'as pas d'influence. Comme l'Arche ne veut pas juger ton passé, elle doit juger très vite ta présence. Une chose assez délicate. On parle beaucoup de toi, mais pas toujours en ta présence. La confiance qu'on te donne en t'accueillant est mélangée avec la méfiance et la vigilance avec lesquelles on te regarde après. Facilement, on se sent surveillé et jugé, sans toujours pouvoir dialoguer sur ce malaise. Mais ce n'est pas seulement un problème pour les nouveaux arrivants. Mon impression est que cela continue aussi plus tard.

Comme il y a un changement permanent dans presque toutes les positions hiérarchiques de l'Arche, qui est un fait positif et remarquable, il faut aussi un remplacement et une recherche continuels, afin de pouvoir trouver les personnes pour les différents travaux - une source de rumeurs, de spéculations et de surveillance mutuelles.

On dialogue beaucoup à l'Arche, mais je n'ai pas trouvé, si, heureusement ou malheureusement, on ne va jamais jusqu'au fond. On arrête avant de se faire mal en disant trop de vérité. Mais ce trop de vérité ne guérit-il pas souvent ?

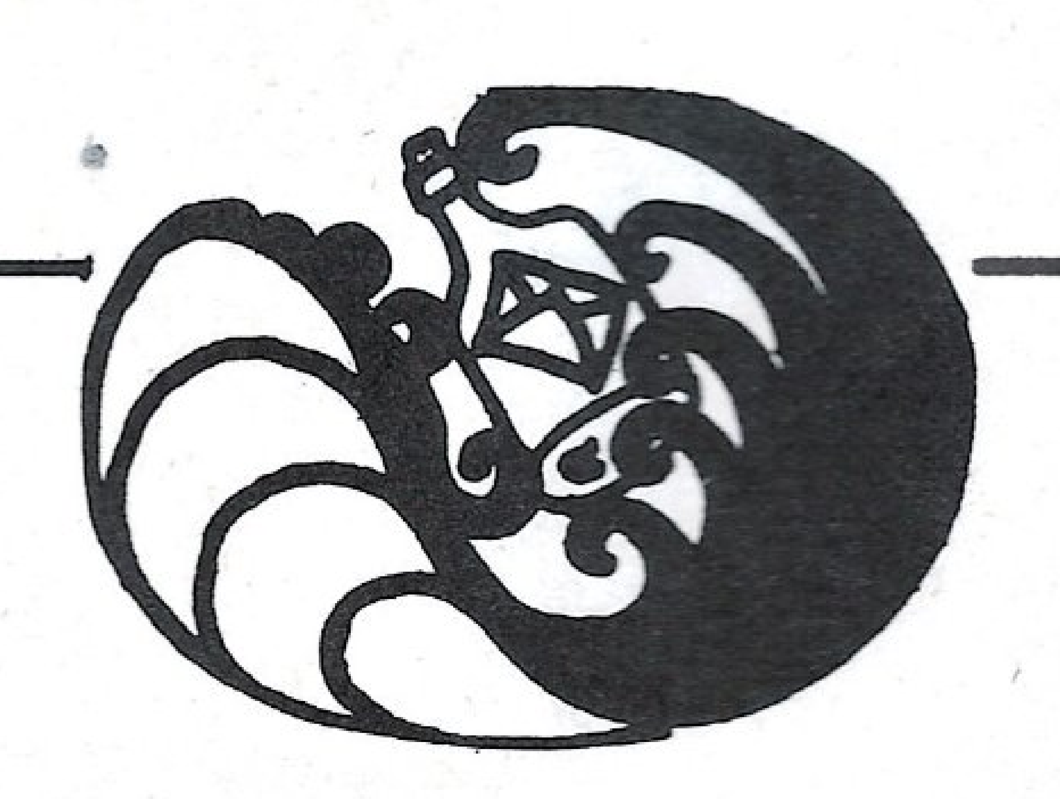
Tout cela m'amène à la conclusion que l'Arche ne tente pas de détruire la personnalité de l'un ou l'autre, mais, par ses structures, elle restera un ensemble d'individus soulignant leur individualité.

IV - LE ROLE DU HANDICAPE A L'ARCHE

En lisant les écrits de Jean Vanier, on se rend rapidement compte de l'accent qu'il met sur le rôle primordial des handicapés à l'Arche. Ce sont eux qui doivent dominer une telle communauté chrétienne. L'apprentissage du pauvre le valorise, le soutient, lui donne confiance en lui-même. Et je dirais qu'on fait pas mal d'efforts pour réaliser cet idéal, pour découvrir les valeurs cachées dans les pauvres, pour en apprendre par leur droiture et leur sincérité, par leurs faiblesses et leur humilité.

Certes, on fait des efforts, mais on doit aussi se limiter rapidement dans cet apprentissage : il faut être en relation avec l'extérieur, les offices, les voisins, etc. On doit aussi limiter cet échange de valeurs dès que l'on devient l'autorité ou la référence nécessaire pour quelqu'un de dépendant d'une telle autorité. Cela veut dire aussi que dans le quotidien de l'Arche, le rôle principal se limite aussitôt que l'assitant (e) devient guide, sûr de lui-même, pour le plus faible.

Je dirais que la pédagogie de l'Arche est une prétention énorme. Mais quand on se trouve prêt à réaliser cette prétention, là où l'on s'éloigne trop de la réalité de notre société, on se trouve entre société et handicapé : trop faible pour réaliser une émancipation réelle pour le handicapé, trop conscient pour s'identifier aux images données par la société. –



LETTRE DU NORD-CAMEROUN

Au Nord Cameroun, le père de famille, dans 95% des cas est agriculteur. Souvent muni d'une seule houe, il peut avoir découvert des méthodes facilitant son travail et améliorant la production, comme la charrue à ânes.

Le mil qu'il cultive en saison des pluies est stocké dans le grenier pour nourrir la famille chaque jour de l'année. Vendues en grande partie, les arachides fournissent l'argent liquide nécessaire pour payer habits, médicaments, frais divers... et aussi l'impôt. La bière de mil préparée et vendue par la femme permet aussi ces échanges d'argent.

Compter, mesurer, prévoir, vendre au bon moment, savoir utiliser l'argent, n'est pas chose facile, quand on n'a pas découvert pourquoi on est pauvre et que les riches profitent de cette situation pour toujours s'enrichir.

Si quelqu'un alerte cet homme sur l'importance de regarder, avec les autres, la vie du village pour comprendre et travailler ensemble, il cherche à en savoir davantage.

L'alphabétisation (s'il n'a pas été scolarisé) doublée de conscientisation, est l'arme pour s'instruire et mieux se défendre. Apprendre à commercialiser, gérer un budget, lire des formulaires administratifs, découvrir l'existence des lois protégeant le citoyen... ce sont là quelques aspects du travail des volontaires.

L'homme apprend aussi que l'union fait la force face aux autorités qui exploitent sa peur et son ignorance. Peu à peu, il réagit face au fonctionnaire qui tend la main pour un panier devant être délivré gratuitement. Il s'oppose au commerçant qui le trompe sur le poids et la valeur de la marchandise. Il refuse au chef l'argent qui doit étouffer une affaire relevant de la justice... Enfin, il prend progressivement conscience qu'il est un homme capable de vivre debout, chaque jour plus responsable de sa vie, de ses frères et du développement de son village.

Le travail dans les missions, vise à faire reconnaître ces situations d'injustices, dont le remède n'est pas la charité sous forme d'aide et d'assistance, mais une appréhension de l'injustice qui met en mouvement la conscientisation, l'éducation et le combat pour la justice.



La loi, c'est la loi

Le quotidien libéral de Munich *SUDDEUTSCHE ZEITUNG* s'est amusé à recenser, dans la législation des Etats-Unis — dont certaines dispositions varient beaucoup d'un Etat à un autre, en raison du système fédéral, — quelques cocasseries inattendues. On lit notamment dans cette curieuse étude :

» A Fitchburg (Massachusetts), il est interdit aux coiffeurs de porter un peigne sur l'oreille.

» D'après la loi, les barbes des pères Noël de New-York doivent être fabriquées dans une matière non combustible.

» A Owensburg (Kentucky), il n'est permis aux femmes d'acheter un chapeau que dans le cas où leur mari a préalablement approuvé leur choix.

» Dans le district de Colombie, le fait de pêcher lorsqu'on est assis sur un cheval est interdit par la loi.

» Dans l'Idaho, il faut l'autorisation du shérif pour acheter une volaille après le coucher du soleil.

» Dans le Tennesse, les maris ont le droit de battre leur femme, sous réserve qu'ils n'utilisent pour ce faire aucun objet qui soit plus gros qu'un manche à balai.



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 2056 DOMBRESSON